Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00

Bern, 14. Oktober 2025

La sécurité, l'économie et le volontariat menacés

Une large alliance rejette l'initiative « Service citoyen »

Le 30 novembre, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative « Service citoyen ». Celle-ci exige que tous les citoyens, sans exception, accomplissent un service en faveur de la collectivité ou de l'environnement. Des représentants de tous bords politiques, de gauche comme de droite, s'engagent pour diverses raisons contre cette expérience de service citoyen. Le projet nuit au véritable volontariat, à l'armée et à l'économie.

Fin novembre, la Suisse décidera si tous les citoyens doivent être soumis à une obligation de service. L'initiative « Service citoyen » part d'une bonne intention, mais elle manque son objectif. Elle affaiblirait des piliers importants de notre société, de notre sécurité et de notre économie. C'est pourquoi une large alliance, de gauche à droite, s'oppose à cette initiative.

La sécurité et l'armée au centre des préoccupations

Reto Nause, conseiller national du centre et président de l'Alliance Sécurité Suisse, a souligné mardi 14 octobre 2025 lors d'une conférence de presse multipartite que l'initiative déséquilibrait les structures éprouvées du service obligatoire : « L'initiative affaiblit le système de milice au lieu de le renforcer. Elle met en danger la sécurité nationale, sape l'engagement volontaire et pèse lourdement sur l'économie. »

La fin du service militaire obligatoire

Le conseiller national Jean-Luc Addor (UDC) a également mis en garde contre les risques en matière de politique de sécurité. L'extension du service à l'ensemble de la population affaiblirait l'armée au lieu de la renforcer. Le conseiller national PLR Heinz Theiler a souligné que le financement de l'armée devait être une priorité absolue : « Seule une armée bien équipée peut garantir la sécurité du pays. L'initiative entraînerait des doublons, une bureaucratie supplémentaire et une perte d'efficacité. »

Conséquences sociales et sur le marché du travail au détriment du volontariat véritable

Du point de vue du PS et des Verts, ce sont les dommages causés aux conditions de travail équitables et à la justice sociale qui sont au premier plan. Pour le PS, il est inacceptable d'obliger les femmes à effectuer davantage de travail non rémunéré, car elles assument déjà aujourd'hui la majeure partie des tâches domestiques. Les Verts ont notamment souligné le problème du travail forcé et de la restriction de la liberté individuelle. « L'initiative vend la contrainte comme de la solidarité. Si l'on veut vraiment encourager l'engagement, il faut renforcer le volontariat, et non obliger les gens à rendre service », a déclaré Balthasar Glättli, conseiller national des Verts. Andrea Zryd, conseillère nationale PS, a ajouté : « Cette initiative se

traduirait avant tout par une augmentation du travail à bas salaire pour les femmes : elles seraient contraintes de rendre service comme les hommes, alors qu'elles continuent de subir chaque année des discriminations salariales. Une véritable égalité signifie plus que l'imposition de devoirs égaux ».

L'économie met en garde contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les coûts supplémentaires
Selon le Conseil fédéral, le coût des allocations de remplacement du revenu augmenterait d'environ 1,6 milliard de francs par an. Les dépenses pour l'assurance militaire augmenteraient également d'environ 320 millions de francs par an. Ces coûts supplémentaires devraient être supportés par les employeurs, les employés et les pouvoirs publics. Le président de l'Union patronale suisse, Severin Moser, a donc clairement indiqué que l'initiative aurait un impact sensible sur le marché du travail : « Avec l'initiative Service-Citoyen, deux fois plus de personnes qu'aujourd'hui effectueraient leur service et seraient absentes de leur lieu de travail pendant cette période. Cela aggraverait la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, entraînerait des pertes de productivité et obligerait les entreprises à trouver des solutions de remplacement coûteuses. » En outre, un tel service conduirait à une concurrence accrue sur le marché libre et entre les entreprises actives dans les secteurs concernés, mais aussi entre les employés.

Un « non » multipartite
Le camp du « non » réunit des représentants de tous les camps politiques – de l'UDC au PS et aux Verts en passant par le centre et le PLR – ainsi que des personnalités du monde économique, de la société civile et des organisations de sécurité. « Cette initiative restreint les libertés individuelles, menace des emplois et affaiblit notre armée et notre protection civile. Elle détruit la culture du bénévolat qui fait la force de notre société », a résumé Nause. C'est pourquoi l'Alliance Sécurité Suisse, sous sa direction, mènera la campagne du « non » du camp bourgeois.

Contacts

› Reto Nause, conseiller national du Centre et président de l'Alliance Sécurité Suisse, +41 79 439 90 57
› Colin Vollmer, responsable de projets Campagnes & médias PS Suisse, +41 31 329 69 85
› Luzian Franzini, secrétaire général des Verts suisses, +41 79 781 77 36
› Alice Späh, directrice de l'Alliance Sécurité Suisse, +41 79 759 56 55
› Marcel Schuler, responsable de campagne bourgeoise, +41 79 589 22 22

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00
Seul le texte prononcé fait foi

Initiative « Service-Citoyen » : pourquoi un NON est nécessaire

Reto Nause, conseiller national Le Centre, président de l'Alliance Sécurité Suisse, membre de la Commission de la politique de sécurité

Mesdames et Messieurs, Mesdames et Messieurs les journalistes

Le 30 novembre 2025, la Suisse se prononcera sur l'initiative populaire « Pour une Suisse engagée (initiative Service-Citoyen) ». Celle-ci exige que tous les citoyens accomplissent un service en faveur de la collectivité ou de l'environnement sur l'ensemble du territoire. Peu importe que ce service soit effectué dans l'armée, dans le domaine de l'aide sociale ou de la protection du climat – le domaine d'activité est totalement libre. De facto, cela entraînerait le recrutement d'un plus grand nombre de personnes, mais en raison de la diversité des domaines d'activité, beaucoup moins de personnes seraient disponibles pour assurer notre sécurité. Le service militaire obligatoire serait supprimé, ce qui aggraverait encore le conflit entre le service militaire et le service civil. Ce sont les contribuables qui en paieraient le prix. C'est ainsi que nous, les bourgeois, argumenterons.

Mais aujourd'hui, des représentants de tous les camps politiques, de l'économie, de la société civile et du secteur de la sécurité sont ici pour montrer pourquoi cette initiative doit être rejetée pour le bien de notre pays, tant par les bourgeois que par la gauche. Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent également clairement le service civil obligatoire. Avant de céder la parole à mon collègue de l'UDC, permettez-moi de dire brièvement pourquoi je rejette le service civil obligatoire : le service obligatoire en Suisse remplit une mission claire et indispensable. Il garantit que l'armée et la protection civile sont opérationnelles à tout moment. Cette disponibilité opérationnelle ne va pas de soi : elle est le résultat du sens du devoir, de la formation et de la solidarité. C'est précisément ces structures qui sont menacées par l'initiative. En effet, le service civil prévu obligerait beaucoup plus de personnes que l'armée et la protection civile n'en ont besoin. Les jeunes adultes devraient assumer des tâches qui n'ont aucun rapport avec la défense nationale ou la protection de la population.

Les autres orateurs aborderont maintenant en détail les principaux arguments contre l'initiative, à savoir ses conséquences en matière de politique de sécurité, de société, d'économie et de droit. Je passe la parole à mon collègue de l'UDC, Jean-Luc Addor.

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00
Seul le texte prononcé fait foi

Un service inutile qui menace notre sécurité

Jean-Luc Addor, conseiller national UDC, membre de la Commission de la politique de sécurité

Imposer à tous les Suisses, hommes et femmes, voire même aux étrangers (sans limite de statut) l'obligation d'accomplir un service au bénéfice de la collectivité mais aussi de l'environnement avec son corollaire, l'obligation, à défaut, de payer une taxe d'exemption… En ces temps troublés, notre Pays a-t-il vraiment besoin d'un tel « service citoyen » ?

Un service inutile

Vous comprendrez que je laisse à d'autres le soin de vous parler de la concurrence qu'un tel service créerait pour le service civil, théoriquement conçu comme un service de remplacement du service militaire pour les personnes en proie à un conflit de conscience.

Avec un cercle aussi large d'astreints, ce service mettrait à disposition des effectifs théoriques pléthoriques. Son impact sur la société civile, infiniment plus massif que celui du service militaire et de la protection civile, serait intolérable. Les personnes se verraient éloignées de leur famille et d'un travail pour lequel elles sont qualifiées pour être affectées à des tâches pour lesquelles elles sont moins bien qualifiées que celles qui les assument tous les jours dans le monde du travail. Cette main-d'œuvre bon marché, pour ne pas dire gratuite, créerait par rapport à l'économie privée une distorsion de concurrence massive, une sorte d'économie parallèle amateure doublée d'un facteur puissant de dumping salarial. Pire encore : elle ne correspond à aucune demande de la part de l'économie, pas plus que des collectivités publiques qui ne savent que faire de main-d'œuvre non qualifiée engagée par la contrainte. Comme les autres pays européens, la Suisse a besoin de renforcer sa sécurité ; or, le texte de l'initiative ne parle nulle par de sécurité, mais seulement d'une notion très floue de service à la collectivité et pour la protection de l'environnement.

Avec des objectifs qui ne seraient plus limités à la défense et à la protection de la population, ce service serait assimilable à une forme de travail forcé, pourtant interdit par la CEDH.

Nous n'avons pas attendu, dans ce Pays, ce soi-disant « service citoyen » pour pratiquer largement le bénévolat. Or justement, un tel service représenterait une grave menace

pour le bénévolat – sauf à considérer comme encore du bénévolat cette espèce de « bénévolat obligatoire » qui, évidemment, n'en serait plus.

On nous parle encore d'égalité entre hommes et femmes. Mais qui croit que les femmes de ce Pays, dont le travail domestique est déjà insuffisamment considéré et valorisé, ne rêveraient que d'une chose : ajouter une couche supplémentaire avec le « service citoyen » ?

On peut encore se demander si, avec un tel service, on ferait vraiment un progrès de civilisation alors que la question se posait déjà lorsque la Révolution française a instauré la levée en masse.

Une menace pour les effectifs de notre armée

Le défi auquel notre Pays doit aujourd'hui faire face aujourd'hui, pour notre sécurité, c'est de garantir les effectifs de l'armée et de la protection civile.

Un « service citoyen » n'y contribuerait pas. Au contraire même.

En diluant l'obligation de servir pour des objectifs sans rapport avec notre sécurité, il compliquerait encore le recrutement d'un nombre suffisant de militaires et de personnels de la protection civile et créerait avec ces services si nécessaires une grave inégalité de traitement. Totalement inadapté à l'évolution de la menace, à cet égard presque désuet, il créerait un risque énorme pour notre armée – donc pour notre sécurité – précisément au moment où, dans toute l'Europe, partout autour de nous, on fait massivement remonter en puissance les outils de défense et bien sûr les armées – et certainement pas de fumeux service à la collectivité ou pour l'environnement.

Pour paraphraser le Président Kennedy, si aujourd'hui les Suisses, mais aussi les Suissesses qui le souhaitent se demandent ce qu'ils peuvent faire pour notre Pays, la réponse est claire : renforcer les effectifs de notre armée et de la protection civile.

Pour cela, il faut dire NON, le 30 novembre, à ce service inutile qui menace notre sécurité.

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00
Seul le texte prononcé fait foi

NON à davantage de travail non rémunéré pour les femmes

Andrea Zryd, conseillère nationale PS, membre de la Commission de la politique de sécurité

Mesdames et Messieurs

Les initiants présentent le service citoyen comme un moyen de promouvoir la cohésion et l'égalité. En réalité, il s'agit avant tout d'une augmentation du travail à bas salaire pour les femmes : elles seraient contraintes de servir comme les hommes, alors qu'elles continuent de subir chaque année des discriminations salariales se chiffrant en milliards et qu'elles effectuent, sur l'ensemble de leur vie, une grande partie du travail de soins non rémunéré. La véritable égalité ne se limite pas à imposer les mêmes obligations. De plus, le travail de soins professionnel serait dévalorisé si le personnel qualifié des hôpitaux, des maisons de retraite, des écoles ou des crèches pouvait être remplacé par une main-d'œuvre bon marché, ce qui entraînerait à la fois une perte de qualité dans la prise en charge de nos seniors et de nos enfants et un dumping salarial pour les travailleurs qualifiés.

Selon l'OFS, 28 000 femmes auront terminé une formation professionnelle initiale dans notre pays en 2024. Elles devraient pouvoir entrer sur le marché du travail avec les compétences acquises et toucher un salaire complet, au lieu de devoir effectuer pendant un an un service rémunéré au salaire minimum dans un domaine qui peut être totalement différent.

Un autre point concerne l'affaiblissement du bénévolat et de la vie associative. La Suisse dispose traditionnellement d'une forte culture dans ce domaine. C'est précisément cet engagement qui serait mis à mal par le service citoyen. De nombreux jeunes font déjà du bénévolat, que ce soit dans des clubs sportifs, des projets culturels, des activités pour la jeunesse ou dans le cadre d'un engagement politique au sein de la commune ou d'un parti. Un service obligatoire laisse moins de temps et d'énergie pour le bénévolat, avec pour conséquence que les associations ont plus de difficultés à recruter de nouveaux membres et que la cohésion au sein du village, du quartier ou du groupe social ne se renforce pas, mais s'affaiblit même.

Enfin, en tant que responsable de la politique de sécurité, je me demande comment un tel service obligatoire pourrait aider à relever les défis réels auxquels sont confrontés notre armée et notre société. Aujourd'hui déjà, l'armée, la protection civile et le service civil ont atteint leurs capacités d'accueil maximales. Si nous prenons comme exemple les

jeunes de 20 ans, soit à peu près l'âge auquel ils commenceraient ce service, il y avait en 2024, selon l'OFS, 35 000 Suisses et 33 000 Suissesses âgés de 20 ans. Si les femmes sont également astreintes au service, il faudra tout d'abord deux fois plus de bureaucratie qu'aujourd'hui pour affecter ces personnes à des postes appropriés et, dans le cas d'activités au sein des communes, des cantons ou de la Confédération, pour les former à leur mission et les accompagner tout au long de l'année . À cela s'ajoute le salaire des personnes astreintes au service, qui engendre des coûts à la charge des pouvoirs publics.

Le comité d'initiative estime que le service citoyen pourrait renforcer la disponibilité opérationnelle de l'armée et moderniser le service civil, par exemple pour aider à la cyberdéfense ou à la gestion des tensions sociales. Mais il s'agit là de domaines très complexes qui exigent une expertise. Y affecter des personnes qui ne sont pas formées à cet effet et qui, selon les cas, ne souhaitent pas du tout être là, n'aide en rien. Notre sécurité doit être entre les mains de professionnels motivés !

La solidarité et l'engagement sont importants, mais l'initiative « Service citoyen » mise sur le mauvais moyen. Au lieu de la contrainte, il faut des conditions de travail et des salaires dans les domaines des soins, du social et de l'éducation. Et enfin, une véritable égalité pour les femmes. C'est pourquoi le PS Suisse rejette catégoriquement l'initiative « Service citoyen ».

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00
Seul le texte prononcé fait foi

La sécurité nécessite une armée forte

Heinz Theiler, conseiller national PLR.Les Libéraux-Radicaux Suisse, membre de la Commission de la politique de sécurité

Mesdames et Messieurs, Mesdames et Messieurs les journalistes

Je vous souhaite également la bienvenue et vous remercie de votre intérêt. À première vue, cette initiative peut sembler sympathique. Elle promet davantage de personnel pour assurer la sécurité de notre pays et fait allusion au financement de l'armée. Seule une armée bien dotée en personnel et bien organisée peut garantir la sécurité de notre pays. L'initiative « Service citoyen » met précisément cela en péril : elle affaiblit l'obligation de servir, surcharge les structures de l'armée et affaiblit la capacité d'intervention militaire.

On le constate déjà clairement aujourd'hui : l'armée est confrontée à des problèmes de recrutement. Des mesures ciblées sont nécessaires pour garantir les effectifs requis, mais certainement pas un service civil général. L'obligation de service civil doublerait certes du jour au lendemain le nombre de personnes astreintes au service, mais cela ne signifierait pas pour autant un renforcement de l'armée. Il en résulterait des activités artificielles qui n'apportent aucun bénéfice en matière de politique de sécurité. Pour que l'armée soit opérationnelle, elle a besoin d'effectifs fiables. Si, en plus du service militaire, il est possible d'effectuer n'importe quelle mission dans le domaine de l'aide sociale ou de la protection du climat, l'effectif de notre armée ne peut plus être garanti.

L'initiative laisse en outre des questions centrales sans réponse : combien de temps les missions doivent-elles durer ? Qui décide de ce qui compte comme service ? Qui peut transférer des missions du service climatique à l'armée lorsque la sécurité de notre pays l'exige ? Tant que ces questions resteront sans réponse, l'initiative ne créera pas de sécurité, mais de l'insécurité et des conflits, tant pour les jeunes qui seraient obligés de s'engager que pour les institutions qui dépendent de structures fiables.

La Suisse dispose d'un système qui a fait ses preuves : une armée forte, une protection civile fiable et un service civil utile. Nous devons continuer à développer ces structures, et non les remplacer par un service obligatoire.

Je vous remercie de votre attention.

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00
Seul le texte prononcé fait foi

Accent sur l'égalité et le volontariat et problématique du travail obligatoire

Balthasar Glättli, conseiller national des Verts, membre de la Commission de la politique de sécurité

Nous, les Verts, sommes dans la tradition de l'engagement civique. Nous sommes convaincus qu'une société n'est pas seulement maintenue par l'État, mais aussi par l'engagement volontaire et diversifié des individus. Que ce soit dans le cadre privé, dans le travail familial et d'aide à la personne, dans le quartier, dans le domaine sportif et culturel ou encore dans des groupes d'intérêt politiques.
À première vue, le projet de l'initiative Service Citoyen semblait donc séduisant pour de nombreuses personnes aux idées écologiques. Il vise à élargir la notion de sécurité aux défis climatiques et sociaux. Et prétend valoriser l'engagement citoyen.

Mais lorsqu'on ouvre le paquet, on ne trouve pas plus d'engagement citoyen, mais davantage de contrainte étatique. Avec le nouveau « service citoyen obligatoire », tous les Suisses devraient effectuer un service obligatoire de six mois, en priorité dans l'armée et la protection civile, et si les besoins y sont couverts, également dans le domaine social ou environnemental.

Les quatre principales raisons pour lesquelles les Verts disent clairement non à l'initiative « Service citoyen » :

1. Contrainte au lieu de véritable volontariat : nous, les Verts, nous battons depuis longtemps pour que le service civil soit également ouvert aux femmes. Cette décision doit toutefois rester volontaire. Un service obligatoire n'est pas un engagement, mais un travail forcé.

2. Pas de libre choix, mais la priorité à l'armée : le texte de l'initiative donne la priorité absolue à l'armée et à la protection civile. Ainsi, toutes les personnes astreintes au service civil, y compris les femmes, pourraient être contraintes de faire leur service militaire. Pire encore : l'initiative supprime également le service civil comme alternative au service militaire. Cela constitue une contradiction flagrante avec le droit fondamental à la liberté de conscience.

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

3. Un recul pour l'égalité : aujourd'hui, les femmes effectuent les deux tiers du travail de soins non rémunéré en Suisse. Leur imposer en plus un service obligatoire sans rémunération adéquate ne conduit pas à plus d'égalité, mais renforce les inégalités.

4. Risque pour les salaires équitables : si au moins 35 000 personnes supplémentaires devaient effectuer chaque année un service citoyen obligatoire, cela entraînerait également des problèmes sociaux et économiques. Qui garantit que les personnes effectuant le service citoyen ne feront pas concurrence aux « vrais emplois » ? Cela augmenterait le risque de dumping salarial, en particulier dans les secteurs où les femmes sont aujourd'hui majoritaires, ce qui ne contribue pas non plus à l'égalité !

CONCLUSION : sous le couvert de la solidarité, l'initiative « Service citoyen » vise à imposer une mesure coercitive. Nous, les Verts, voulons encourager l'engagement volontaire, renforcer le service civil et valoriser davantage le bénévolat pour la communauté et l'environnement. C'est pourquoi nous disons clairement NON à l'initiative « Service citoyen ».

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

Embargo : mardi 14 octobre 2025, 14h00
Seul le texte prononcé fait foi

Préjudice pour l'économie et le marché du travail

Severin Moser, président de l'Union patronale suisse

Mesdames et Messieurs, Mesdames et Messieurs les journalistes,

La sécurité de la Suisse repose sur le système de milice. Elle s'appuie notamment sur une armée de milice, dans laquelle les Suisses et les Suissesses accomplissent leur service parallèlement à leur activité professionnelle et font ainsi partie intégrante de notre défense nationale. D'autres organisations contribuent également de manière significative à la sécurité, notamment la police, mais aussi les pompiers et la protection civile. Là encore, le principe de milice est souvent appliqué.

Les hommes sont soumis à l'obligation de servir dans l'armée. Après une école de recrues de 18 semaines, les militaires restent incorporés dans l'armée pendant dix ans et accomplissent au total 245 jours de service militaire. Cela correspond à une part de 0,3 % du temps de travail total effectué en Suisse. La Confédération indemnise les employeurs pour la majeure partie de la perte de salaire. L'initiative « Service-Citoyen » entraînerait des charges supplémentaires.

- Environ deux fois plus de personnes qu'aujourd'hui seraient retirées du marché du travail. À elles seules, les indemnités pour perte de gain augmenteraient d'environ 800 millions de francs et l'assurance militaire de 160 millions de francs supplémentaires. Ce sont les contribuables qui paieraient la facture.
- Les cantons devraient également supporter des coûts supplémentaires de plusieurs millions de francs pour coordonner les interventions dans les nombreux nouveaux domaines possibles.
- À cela s'ajoute la pression sur les entreprises. L'économie suisse est confrontée à des défis majeurs : pénurie de main-d'œuvre qualifiée, coûts salariaux élevés, réglementation croissante. Avec cette initiative, deux fois plus de personnes seraient absentes de leur lieu de travail, sans aucun bénéfice pour notre sécurité.
- Enfin, un tel service pourrait également entraîner une concurrence accrue sur le marché libre et entre les entreprises actives dans les secteurs concernés .

Les temps sont devenus plus incertains. La guerre fait à nouveau rage en Europe. La situation sécuritaire s'aggrave pratiquement chaque jour. Et rien n'indique que cette situation s'améliorera à l'avenir. Il est donc essentiel que la Suisse dispose également

Comité NON à l'initiative Service-Citoyen
Alliance Sécurité Suisse
c/o Union patronale suisse
Hegibachstrasse 47
8032 Zurich

d'une armée forte. Afin de garantir la sécurité aujourd'hui, demain et après-demain, car seule une Suisse sûre reste un lieu de formation, de travail et de vie ement attractif. Pour cela, il faut également la compréhension et le soutien des entreprises et des employeurs. Mais cela ne va pas de soi pour n'importe quelle mission. C'est pourquoi, en tant qu'employeurs, nous disons également non au service civil obligatoire.